Le Monsieur très bien. — Voici un modèle. Vous n'aurez qu'à le copier de votre mieux.

Le graveur modeste. — Ce sera fait. Combien d'exemplaires vous faut-il ?

Le Monsieur très bien. — L'année a été bonne. Trois mille.

Le graveur modeste. — Mais quel sera le prix de ce travail ?

Le Monsieur très bien. — Le prix... Eh ! mon cher ami, on ne compte pas avec un homme comme vous... Tenez, voulez-vous ?..

Le graveur modeste. — ...

Le Monsieur très bien. — Mais que vois-je ! Rien à la boutonnière d'un artiste tel que vous !... Je ne souffrirai pas qu'une telle injustice dure plus longtemps. Où est le diplôme que je viens de vous donner comme modèle.

Le graveur modeste. — Voici.

Le Monsieur très bien, prenant une plume. — J'y inscris votre nom. Vous voilà chevalier du Nicham Iftikar... Quand je verrai mon ami le bey, je ferai confirmer votre nomination... Et maintenant j'espère que nous sommes tout à fait d'accord.

Le graveur modeste, enchanté. — Tout à fait... ou plutôt, c'est moi qui vous redois.

Le Monsieur très bien. — Non, non... J'attends mes diplômes dans huit jours. J'ai une forte commande. *(Il sort).*

FANCY.

Au Maroc

Dernières nouvelles de Fez

Tanger, 29 avril. — Il vient d'arriver de Fez un courrier qui a mis plus de dix jours à faire la route. Les lettres qu'il apporte sont du 17 et du 18 ; elles n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif et confirment sur la situation du 16 au 18 tout ce que j'ai télégraphié. Elles ajoutent pourtant que si les Beni-M'tir n'avaient pas repris l'offensive jusqu'alors, c'est d'abord parce qu'ils commençaient à manquer de munitions, ensuite parce que de sérieux dissentiments s'étaient manifestés parmi leurs chefs à propos de la conduite d'un groupe de Berbères à l'égard du chérif El M'rani. On se rappelle que ce chérif, envoyé le 11 par le sultan comme parlementaire, a été attaqué par une bande de cavaliers Beni-M'tir qui l'ont dépouillé de ses vêtements et de la grosse somme d'argent dont il était porteur. Quelques chefs Beni-M'tir ayant désapprouvé cette agression, on signale une certaine agitation dans le camp ennemi.

Un chef berbère soupçonné d'entretenir des relations secrètes avec le makhzen a été condamné à raser lui-même, devant les gens de sa tribu, les cheveux de sa femme. Cette opération indiquera à ceux qui la verront se promener *tête rasée et sans foulard qu'elle* est devenue la femme d'un traître.

Bruits divers

Fez, 23 avril. — La situation est stationnaire. Il n'y a eu aucune attaque.

Les Beni-M'tir sont divisés et plusieurs fractions sont rentrées chez elles pour repousser les Beni-M'guild, qui, profitant de leur absence, se livrent à des déprédations.

Tanger, 29 avril. — De nombreux courriers ordinaires, provenant de Fez, arrivés cette nuit, apportent des lettres du 14 au 21 ; donc aucune de ces lettres n'est postérieure aux dernières nouvelles reçues.

La soumission des Oulad-Djama est toujours incertaine ; elle n'a pas dû être réalisée, car le rekkas spécial parti le 25 par la poste allemande est arrivé ce matin à Tanger. Il raconte que les Oulad-Djama le dévalisèrent et voulurent le fusiller.

L'intervention d'un chérif le sauva.

Le rekkas portait une seule lettre qui lui a été rendue.

La situation dans le Gharb

Tanger, 30 avril. — La réunion des délégués des tribus, qui devait avoir lieu mercredi dernier au Souk-el-Arba (marché du mercredi) du Gharb, s'est terminée sans produire les conséquences qu'on craignait.

Les notables des tribus du Gharb ont été unanimes à reconnaître que s'ils devaient prendre parti, se révolter contre le makhzen, ils le feraient moins par conviction que par crainte de leurs voisins les Beni-Hassen, qui les menacent de les «manger» s'ils n'adhèrent pas au soulèvement des Cherarda. Il fut alors entendu que si l'assemblée des notables décidait la révolte, on devait commencer par attaquer le détachement de la mahalla chérifienne se trouvant de l'autre côté du Lekkous et piller El-Kçar.

Une autre réunion de gens du Gharb eut lieu le même jour chez le caïd Cherkaoui, dans le voisinage du détachement de la mahalla envoyé d'El-Sar sous la direction du lieutenant Jeannerod pour maintenir le calme. Elle aboutit grâce aux assurances de Cherkaoui quant à l'arrivée incessante de forces venant de Rabat en nombre suffisant pour protéger les tribus du Gharb contre les Beni-Hassen et rétablir l'autorité du makhzen, à une déclaration de fidélité au sultan.

« Si réellement, ont dit les notables, nous pouvons compter sur le concours immédiat d'une bonne mahalla, nous nous abstiendrons de suivre les Beni-Hassen et nous mettrons même sur le pied de guerre pour aider le makhzen, quatre mille cavaliers. »

Une dépêche officielle

L'ENTREE A FEZ DU COMMANDANT BREMOND N'EST PAS ENCORE CONFIRMEE

M. Monis, président du Conseil, est venu ce matin au ministère des affaires étrangères, conférer avec M. Cruppi.

Le ministère des affaires étrangères n'a pas encore reçu la confirmation officielle de l'entrée à Fez du commandant Brémond. Mais il a reçu de Tanger la dépêche suivante :

Tanger, 29 avril. — La légation d'Allemagne a reçu un courrier spécial qui a quitté Fez le 23 au soir. La ville est calme ; la sécurité ne paraît pas menacée actuellement ; la famine était la seule chose qu'on pût redouter.

D'autre part, un courrier parti de Fez le 25 et qui a été dépouillé par les insurgés, a dit au capitaine Moreaux, à El-Kçar, que la mahalla du commandant Brémond était arrivée à Fez. Les Cherarda avaient traversé le Sibou et rasaient le pays.

Les nouvelles de M. Boisset

Tanger, 30 avril. — La nouvelle de l'arrivée du commandant Brémond à Fez a été envoyée à la légation anglaise par l'agent consulaire anglais d'El-Ksar qui avait reçu un courrier parti de Fez le 26 avril.

D'autre part, la légation de France a reçu ce matin une lettre de M. Boisset, agent consulaire de France à El-Kçar, une lettre datée de Souk-el-Arba, 27 avril, *et donnant* des détails sur la marche de la mahalla.

M. Boisset dit tenir ses renseignements du caïd Cherkaoui campé près de Ouergha. La mahalla quitta le 25 Dar-Hafid et arriva dans la soirée à Hamnoud.

Dans sa marche, la mahalla fut constamment attaquée par des tribus révoltées, mais elle repoussa toutes les attaques.

Le 26 *au soir, le commandant Brémond* campait à Aïn-Beggar, sur le territoire des Ouled-Djamaa, à une vingtaine de kilomètres au nord de Fez.

Bien que continuellement harcelé, il avait poursuivi sa marche sans arrêt.

Ce sont là les dernières nouvelles connues. On peut penser que le commandant Brémond arriva à Fez le 27, s'il ne s'est pas arrêté pour réprimer les attaques des Ouled-Djamâa.

Les Ayaina et les Beni-Ouarain se seraient déclarés pour le makhzen.

Le caïd Cherkaoui ajoute que l'arrivée de la malhalla a accentué les dissensions entre les assiégeants.

Au Congrès des Mineurs

DEUX VŒUX

Pour les Cheminots. La manifestation du 1er Mai

Commentry, 30 avril. — Avant de se séparer, le Congrès national des mineurs a voté à l'unanimité les deux ordres du jour suivants :

Le Congrès, apprenant *que le gouvernement* vient d'interdire la manifestation du Premier Mai à Paris ;

Constate que le gouvernement bourgeois actuel est aussi criminel à l'égard de la classe ouvrière que tous les gouvernements de cette essence ;

Prend l'engagement d'en faire son profit pour faire de plus en plus une propagande révolutionnaire antigouvernementale et voue tous les politiciens bourgeois au mépris de la classe ouvrière.

⁂

Le Congrès proteste énergiquement contre l'attitude arbitraire des compagnies de chemins de fer en ce qui concerne leur mauvais vouloir dans la réintégration des cheminots révoqués ; voue au mépris public le sectarisme de ces rapaces capitalistes cherchant à empêcher l'effort syndicaliste en jetant sur le pavé les militants pour avoir fait leur devoir de syndicalistes ;

Envoi à ces camarades toutes les sympathies de la corporation minière.

Tragédie familiale

« JE VAIS ALLER TUER CELUI QUI T'A DESHONOREE ! » DIT LE PERE EN APPRENANT LA FAUTE

AFFOLEE, LA JEUNE FILLE SAISIT LE REVOLVER ET SE FAIT SAUTER LA CERVELLE

Paris, 30 avril. — Un drame navrant s'est déroulé hier soir, dans une honorable famille d'anciens commerçants habitant Levallois-Perret, rue Lannois.

Une intrigue amoureuse s'était nouée il y a quelque temps, à l'insu des parents, les époux Bovet, entre leur fille Marguerite, âgée de dix-neuf ans et un cousin de celle-ci, M. B..., qui était reçu par eux fréquemment.

La jeune fille, sténographe-dactylographe, s'excusait de ses rentrées tardives par la nécessité de veillées imposées ; ainsi elle pouvait rejoindre M. B..., lui-même employé de commerce.

Il y a quelque temps, Mlle Bovet s'aperçut qu'elle était enceinte. Hier, ne pouvant plus dissimuler, elle se décida à confier à sa mère son douloureux secret.

Mme Bovet ne put taire à son mari l'événement redouté. Quand le père connut ce qu'il considérait comme un honte entachant à jamais son honneur, il fit venir sa fille, eut avec elle une scène violente et sortit brusquement.

Peu après, il était de retour chez lui après avoir acheté un revolver préalablement chargé.

Il s'avança vers sa fille, l'arme à la main et lui dit :

— Vois-tu ce revolver ? Il va me servir à tuer celui qui t'a déshonorée.

Cette terrible menace affola la malheureuse jeune fille dont les événements précipités avaient ébranlé les nerfs. Hagarde, elle se jeta sur M. Bovet et lui arrachant l'arme s'en tira un coup à la tempe.

La balle traversa la boîte crânienne et Mlle Bovet tomba aux pieds de son père, anéanti. Un médecin, appelé en hâte, ne put que constater la mort qui avait été instantanée.

Les Compagnies de Chemins de Fer CONTRE LE PARLEMENT

A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DU NORD.

ENERGIQUE INTERVENTION DU CITOYEN NORDET, MAIRE SOCIALISTE DE SAINT-QUENTIN.

Paris, 30 avril. — Nous avons publié hier *la réponse de la Compagnie du chemin de fer* du Nord, à M. Charles Dumont, dont M. le baron de Rothschild donna lecture à l'assemblée générale des actionnaires.

M. de Rothschild, commentant cette lettre, qui ne faisait, en somme, que reprendre, à quelques tempéraments près, les arguments précédemment invoqués par les Compagnies du P.-L.-M., de l'Est et du Midi, a déclaré *imperturbablement* :

M. de Rothschild, commentant cette lettre, dit :

Il ne nous reste donc plus qu'à examiner chaque cas en particulier, pour reviser les erreurs possibles. Et nous aurons fait tout ce que nous commandait notre devoir envers le public, la défense nationale, notre personnel et enfin la compagnie.

En terminant, il rendit hommage aux chefs de service, « qui ont parlé selon leur conscience, et qu'aucune raison ne peut nous obliger à abandonner ou à trahir ».

Le discours du président fut couvert d'applaudissements.

UN INSATIABLE

— Je voudrais, dit un actionnaire, une protestation plus énergique. Votons, comme à l'Est ou au P.-L.-M., un ordre du jour pour donner de la force à notre conseil d'administration.

— Vos applaudissements unanimes y suffisent, déclara M. de Rothschild.

— Non ! Non ! Un ordre du jour ! cria une partie de l'assemblée.

Mais M. de Rothschild persista dans sa manière de voir. « Je vous assure, mes chers collègues, déclara-t-il, que vous affaibliriez la portée de votre approbation de tout à l'heure. Restons sur cette bonne impression ».

LE CITOYEN NORDET EMPECHEUR DE DANSER EN ROND

Un assistant demanda alors la parole. C'était le nouveau maire socialiste de Saint-Quentin, M. Nordet, venu pour représenter sa ville, qui possède, paraît-il, 250 actions. Faisant allusion à un hommage rendu par le baron de Rothschild, dans son discours, à tout le personnel, pour sa conduite pendant les inondations, M. Nordet débuta par ces mots :

« Vous venez de rendre une justice éclatante à la conduite de tout votre personnel, sans exception, dans un moment difficile. Vous venez d'avouer que vous devez à son zèle un supplément de profits. Mais alors, comment se fait-il que ce personnel soit devenu subitement détestable ? Parce qu'il a fait grève, sans plus. J'estime que si satisfaction avait été donnée à ce personnel réclamant tout juste un salaire un peu moins infime, vous auriez enregistré des bénéfices plus considérables encore, la grève eût été évitée et aussi une grossière contradiction dans vos jugements ».

Ces paroles déchaînèrent des protestations presque unanimes, un tollé général.

UN ORDRE DU JOUR POUR LES REVOQUES

Malgré des interruptions violentes à chacune de ses phrases, et qui par instants couvraient complètement sa voix, M. Nordet voulut déposer et lire un ordre du jour ainsi conçu :

« L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Nord,

Considérant que les agents révoqués donnaient, avant la grève d'octobre 1910, satisfaction au point de vue professionnel et que leur absence dans les différents services a créé et crée encore une perturbation préjudiciable aux intérêts mêmes de la Compagnie ;

Considérant que le fait d'avoir été révoqués pendant plus de six mois constitue pour ces agents une peine plus que suffisante, qui, si elle se prolongeait, prendrait le caractère de représailles indignes de la République ;

Considérant que le pays s'est prononcé, le 14 avril 1911, par l'intermédiaire du Parlement, en faveur des réintégrations ;

Considérant la lettre adressée par le ministre des Travaux publics,

Invite le conseil d'administration à procéder, dans le plus bref délai, à la revision des dossiers des révoqués, dans un esprit d'apaisement et d'humanité, restant persuadée que comme sur le réseau de l'Etat, les réintégrations ne donneront lieu à aucun incident ».

ON INJURIE LE CITOYEN NORDET

Toute l'assemblée était debout pour couvrir de huées l'auteur de cet ordre du jour :

— C'est honteux !... Va donc, Charles Dumont !... Vous êtes sans doute un délégué de la C. G. T. ?

Quand il y eut un peu de calme, quelqu'un reprit, avec une nouvelle et plus grande insistance, la proposition de voter un ordre du jour identique à ceux adoptés par les actionnaires du P.-L.-M. et de l'Est.

Mais M. de Rothschild mit une égale obstination à s'opposer à cette proposition. Et comme suprême argument il affirma que les ordres du jour n'étaient pas dans la tradition des assemblées générales de la Compagnie du Nord.

L'examen de la réponse des Compagnies n'aura pas lieu mardi.

Paris, 30 avril. — Contrairement à ce qui a été annoncé, la réponse des compagnies de chemins de fer à la lettre de M. Charles Dumont ne sera pas examinée au conseil des ministres de mardi prochain, car le ministre des travaux publics sera absent de Paris. La question sera à l'ordre du jour du premier conseil qui suivra.

Roubaix en fête!

M. Massé, ministre du Commerce, inaugure le nouvel Hôtel-de-Ville et l'Exposition. -- Partout des fleurs, des drapeaux, de la lumière et de la joie.

Roubaix la ville noire, la cité ardente entourée de hautes cheminées, où parmi l'assourdissant vacarme des machines puissantes, des lourds métiers d'acier qui martèlent et broient, peine l'effort obscur d'humbles artisans noirs ; Roubaix terre de travail et de force où des milliers et des milliers de prolétaires dans les tissages, dans les filatures, dans les peignages s'usent lentement à l'impossible tâche, où le matin, à l'heure où le coq salue l'aube joyeuse dans la paix infinie des champs immenses, se mêlent, éperdues, les stridences des sirènes ; Roubaix, la rouge citadelle du Socialisme triomphant, le berceau naturel de toutes les idées grandes, nobles et généreuses ; Roubaix ce matin du 30 avril s'est éveillé sous un aspect nouveau.

Disparue, la sauvage grandeur des usines géantes, mort le farouche orgueil des sombres travailleurs, Roubaix était tout autre avec ses drapeaux tricolores flottant à chaque fenêtre, avec sa foule endimanchée, sympathique et joyeuse qui se pressait dans ses rues, avec son Hôtel de Ville tout neuf et tout blanc se dressant comme un défi aux cheminées lointaines, avec son Exposition toute fraîche, ruisselante de clarté sous les pâles rayons d'un soleil timide qui semblait ne pas oser éclairer pleinement une telle transformation.

C'est que Roubaix recevait, recevra encore, et des ministres, et M. Fallières lui-même ; et Roubaix qui a maintenant ses jours de réception tout comme une femme du monde, avait revêtu ses plus beaux atours.

L'ARRIVEE DU MINISTRE

A 11 h. 23 exactement, M. Massé, ministre du Commrece, descendait du rapide de Paris.

Il était accompagné de MM. Vincent, préfet du Nord, Allain, secrétaire général, Arrighi, chef de cabinet du préfet, Debierre, Auguste Potié, Trystram, Hayez, Bersez, sénateurs, Dron, Le Roy, députés, Desoille, général commandant la 1re division d'infanterie, de Manoël Saumane, procureur général à la Cour d'appel de Douai, Lyon, recteur de l'Académie de Lille, Gérald, député, commissaire général du gouvernement à l'Exposition de Saint-Louis, Stoclet, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du Nord, Le Troaster, inspecteur principal du Chemin de fer du Nord, Macchi, consul d'Italie à Lille, président de la section italienne à l'Exposition de Roubaix, Vancauwemberghe, président du Conseil général du Nord, etc...

Dans la salle d'attente de 1re classe, artistement décorée pour la circonstance il était reçu par M. Eugène Motte, maire de Roubaix, entouré des membres de l'administration municipale, de la Chambre de commerce de Roubaix et du Comité de l'Exposition.

Inauguration de l'Hôtel-de-Ville

Dans des landaus escortés par des gendarmes à cheval, le ministre et tous les invités se rendent au nouvel Hôtel de Ville que M. Massé doit inaugurer.

Le somptueux palais municipal a reçu une décoration du meilleur goût et qui fait un effet très joli.

Dans la grande salle d'honneur, aux plafonds admirablement sculptés et ornés de peintures de valeur, les corps constitués sont présentés à M. le ministre du Commerce qui a pour tous un mot aimable, une parole d'encouragement, d'estime et de sympathie.

Puis, M. Eugène Motte, maire de Roubaix, salue M. Massé, au nom de l'administration municipale et de la population tout entière. Il retrace à grands traits l'histoire de la ville de Roubaix, il y a cent ans, encore petit village ignoré et de nos jours l'une des plus grandes villes de France, l'une de celles auxquelles le pays doit le plus sa prospérité.

M. Motte remercie M. Massé qui a bien voulu donner à Roubaix, par sa présence, un témoignage de l'intérêt que porte à la grande cité laborieuse le gouvernement de la République.

Le ministre, à son tour, remercie les organisateurs de cette journée, au nom du Gouvernement et en son nom personnel, de l'invitation qui lui a été faite et qu'il a acceptée avec joie.

Puis, M. Massé fait l'éloge des populations du Nord, serrées avec amour autour de leurs mairies, de leurs maisons communes, hantées par le souvenir du Passé et du rôle considérable joué dans l'histoire par l'édifice municipal.

Connaissant les qualités essentielles des hommes du Nord, termine le ministre, je suis tranquille pour son avenir et je suis convaincu que l'incessante prospérité de votre ville fera du même coup la prospérité du pays et de la République.

UN INCIDENT

Au moment où le cortège ministériel arrivait sur la Grand' Place, venant de la Gare, des cris de « A bas Biribi ! » furent poussés. Ils partaient d'un groupe massé au coin du contour Saint-Martin. M. Faudot, commissaire spécial, et ses agents, opérèrent immédiatement huit arrestations de militants anarchistes qui avaient poussés ces cris. Ce sont Ferdinand Désiré, 19 ans, manœuvre, rue des Arts, impasse Magenta ; Emile Boucher, 44 ans, manœuvre, demeurant à Croix, rue Amiral-Courbet, cité St-Eloi ; Julien Béranger, 37 ans, journaliste, 104, rue Bernard ; Alexandre Delescaut, 24 ans, typographe, 19, rue Ternaux ; Emile Strassel, âgé de 26 ans, rattacheur, 16, rue de Denain ; Alfred Flament, mélangeur, demeurant à Wasquehal, rue Lamartine, 34 ; Archimède Duchesne, âgé de 24 ans, tisserand, rue Fosse-aux-Chênes, cour Masquelier, 3 ; Joseph Orgaert, âgé de 49 ans, tisserand, 25, rue Beaurewaert.

LE LUNCH A LA CHAMBRE DE COMMERCE

A 1 heure, un lunch réunissant 150 personnes était servi dans la salle du Musée industriel.

A la table d'honneur avaient pris place : MM. Vincent, préfet du Nord ; Motte, maire de Roubaix ; Bersez, Hayez, Trystram, Potié, Debierre, sénateurs du Nord ; général Francq, gouverneur de Lille ; Dron, Le Roy, députés ; Allain, secrétaire général ; Arrighi, chef de cabinet de la préfecture ; Lamy, commissaire général ; Tavet, secrétaire général de l'exposition de Roubaix ; Macchi, consul d'Italie ; Lyon, recteur de l'Académie ; Labbé, inspecteur général de l'enseignement technique, etc.

Au dessert des discours ont été prononcés par M. François Roussel, président de la chambre de commerce de Roubaix ; Legrand, président de la chambre de commerce de Paris ; Bersez, sénateur du Nord, et Massé, ministre du commerce.

M. Roussel a remercié le ministre de sa présence, qui est un témoignage de sympathie et de confiance à la grande cité industrielle, qui saura d'ailleurs lui en manifester sa reconnaissance.

« Roubaix, a dit M. Roussel, est l'une des premières cités de France. Elle gardera son rang si, en même temps qu'on maintient la paix à l'extérieur, on maintient l'ordre à l'intérieur, et pour cela nous comptons sur le gouvernement de la République. »

M. Legrand a déclaré qu'il est nécessaire qu'une solidarité étroite unisse les chambres de commerce et il a assuré M. Massé de la collaboration dévouée de toutes ces organisations avec le ministre du commerce.

M. Bersez a apporté au ministre le salut des sénateurs et députés du Nord, qui sont heureux, a-t-il dit, de cette nouvelle preuve de la sollicitude du gouvernement de la République pour les intérêts économiques de cette région.

Il a souhaité la bienvenue à M. Massé, dont les hautes qualités permettent d'espérer l'accomplissement d'une besogne utile et féconde.

Au reste, a déclaré M. Bersez, les puissants efforts de nos cités industrielles méritent la sympathie et la protection du gouvernement, dont la mission est précisément d'assurer non seulement la prospérité, mais encore la sécurité du pays.

Réponse de M. Massé

M. Massé a répondu :

« Je suis vraiment confus des paroles élogieuses pour moi prononcées par MM. Roussel, Legrand et Bersez.

J'ai été entièrement heureux de pouvoir répondre à l'invitation de la ville de Roubaix. Et je crois de mon devoir de saisir toutes les occasions d'entrer en rapports directs et étroits avec les représentants autorisés du commerce et de l'industrie.

C'est d'ailleurs pour moi, en cette circonstance, un plaisir autant qu'un devoir.

Je considère, au surplus, que, quelle que soit la puissance de travail d'un homme et que quelles que soient ses connaissances, les intérêts commerciaux et industriels sont à la fois si multiples et si divers, qu'il est absolument nécessaire, pour pouvoir s'occuper utilement à les défendre, d'entrer dans la vie intime de chacun des organismes économiques.

Et ce rapprochement est particulièrement indiqué à Roubaix et dans la région du Nord, terre féconde des initiatives hardies et généreuses.

J'ai été véritablement émerveillé de l'activité que vous avez déployée dans le domaine des services rendus à l'industrie. Soyez convaincus, Roubaisiens, que vous travaillez ainsi, et de la meilleure façon, à la prospérité de la France. »

D'unanimes et chaleureux applaudissements ont souligné ces paroles, et spontanément tous les auditeurs du terroir, se levant, ont entonné le vieux « Vivat » des Flandres. Et dans la salle neuve, inhabituée encore à ces bruyantes explosions d'enthousiasme populaire, ont retenti et vibré longuement, avec une étrange sonorité, les notes ardentes du chant de chez nous, de ces souhaits affirmés avec une sincérité franche, presque brutale de gens qui se donnent et prennent tout à la fois.

A L'EXPOSITION

A la sortie de l'hôtel de la Chambre de Commerce, les landaus officiels prennent les invités pour les conduire à l'Exposition par la rue Neuve et le boulevard de Paris.

Sur le parcours, une foule de curieux sympathiques saluent au passage, le ministre et les parlementaires connus.

Le temps est relativement beau. De gros nuages lourds ont l'air d'hésiter à disparaître, il semble que le soleil met une sorte de coquetterie à ne se montrer que progressivement, par intermittences, comme s'il voulait faire apprécier davantage son concours.

Pourtant, dès que le cortège a franchi la *porte monumentale qui clôt le parc* Barbieux, toutes les façades blanches des palais éphémères, dressés là comme de gigantesques fleurs de pierre soudainement écloses, s'illuminent.

Le soleil a enfin vaincu les nuages trouble-fête et cette sorte de lever de rideau est déjà presqu'une apothéose.

Dans la grande salle des Arts Décoratifs, imposante et harmonieuse à la fois, tous les invités se réunissent, cependant que sur une estrade drapée de velours rouge, prennent place le ministre et les personnalités citées plus haut.

Le premier, M. Eugène Motte, prend la parole. Il présente à M. Massé les membres du Comité de l'Exposition organisée pour fêter le cycle admirable des cent dernières années de la vie industrielle de Roubaix.

Le maire de Roubaix raconte ensuite l'histoire des débuts de l'Exposition, timide projet d'abord et bientôt merveilleuse réalité.

Les Roubaisiens préfèrent s'abstenir qu'avorter ; aussi ont-ils réussi, et au delà de toute espérance. Le cadre de leur exposition s'est sans cesse élargi et l'exposition textile de Roubaix est devenue l'exposition internationale du nord de la France.

M. Motte remercie successivement tous ceux qui ont apporté leur concours à l'œuvre entreprise : la chambre de commerce de Paris, le comité républicain du commerce et de l'industrie, les comités coloniaux, etc.

Il invite M. Massé à présider la clôture des opérations du jury.

M. Eugène Mathon lui succède.

Puis M. Lami souhaite la bienvenue au ministre, en termes choisis.

Discours de M. Massé

M. Massé, ministre du Commerce, salué par une chaleureuse ovation, prend la parole pour remercier d'abord les organisateurs de l'Exposition. Il termine son très éloquent discours en ces termes, à l'adresse des travailleurs roubaisiens :

« Mais il ne serait point équitable de ne pas associer à ces hommes (les industriels), dans l'hommage qui leur est rendu, ceux qui ont été leurs collaborateurs de tous les instants.

» C'est parce qu'ils ont trouvé dans les populations laborieuses de ces régions qui ont hérité, elles aussi, de toutes les qualités qui déjà, il y a plusieurs siècles, distinguaient leurs pères, des artisans capables de seconder leurs vues, de les aider dans la réalisation de leurs desseins. C'est pour cela, il ne faut pas l'oublier, que l'industrie a pris, dans nos départements du Nord, l'essor merveilleux dont l'Exposition de Roubaix est la consécration éclatante et grandiose.

» Le Gouvernement doit aussi rendre hommage aux participations étrangères qui complètent si heureusement l'ensemble de l'Exposition.

» Il tient particulièrement à exprimer sa sympathie aux représentants de la Belgique qui, en raison de leur voisinage et des intérêts connexes qui les lient à cette partie de la France, ont accepté avec empressement de s'associer à cette manifestation du travail.

» Il veut également saluer les représentants de la République Argentine, pays qui entretient des relations si suivies et si profitables pour nos fabriques du Nord.

» Permettez-moi donc, en formant des vœux pour le succès mérité de cette belle exposition, d'unir, au nom du Gouvernement de la République, dans une même pensée de reconnaissance et de gratitude, tous ceux, français et étrangers, patrons et ouvriers, auxquels nous devons aujourd'hui le merveilleux spectacle que vous nous offrez et qui

---

FEUILLETON DU 1er MAI — N. 310

SALVATOR

par Alexandre Dumas

— Quand comptez-vous partir ?

— Aujourd'hui, si je pouvais.

— Aujourd'hui, il est trop tard pour réaliser cette somme.

— Quel temps faut-il donc ?

— Vingt-quatre heures, tout au plus.

— Ainsi, demain à pareille heure, dit mademoiselle de Valgeneuse, dont les yeux rayonnèrent de bonheur, je pourrai partir, emportant un million ?

— Demain, à pareille heure.

— O Conrad ! s'écria la jeune fille avec une sorte d'exaltation amoureuse, pourquoi ne nous sommes-nous pas rencontrés sur une meilleure route ! Quelle femme j'eusse été entre vos mains ! De quel ardent amour je vous eusse entouré !...

— Adieu, ma cousine, dit Salvator, qui ne voulait pas en entendre davantage. Que Dieu vous pardonne le mal que vous avez fait, et qu'il vous préserve de celui que vous avez peut-être dessein de faire encore.

Mlle de Valgeneuse frissonna involontairement.

— Adieu, Conrad, dit-elle, osant à peine le regarder ; je vous souhaite, moi, tout le bonheur que vous méritez, et, quoi qu'il arrive, je n'oublierai jamais que, pendant un quart d'heure, à votre contact, je suis redevenue une honnête femme et un bon cœur.

Salvator salua Mlle de Valgeneuse et se rendit, ainsi que nous l'avons dit au commencement de ce chapitre, chez Camille de Rozan.

— Monsieur, dit-il dès qu'il aperçut l'Américain, j'ai trouvé votre carte à la maison et je suis venu m'informer, aussitôt que je l'ai pu, de la raison qui m'a valu l'honneur de votre visite.

— Monsieur, répondit Camille, vous vous nommez bien Conrad de Valgeneuse ?

— Oui, monsieur.

— Vous êtes, par conséquent, le cousin de Mlle de Valgeneuse ?

— En effet.

— Eh bien, monsieur, ma visite n'était à autre fin que de savoir de vous qui, à ce que j'ai entendu dire, êtes héritier direct, quelles sont vos intentions à l'endroit de Mlle Suzanne ?

— Je veux bien vous répondre, monsieur ; mais encore faut-il que je sache à quel titre vous m'interrogez. Etes-vous l'homme d'affaires de ma cousine, son avoué, son conseil ? Sur quoi me faites-vous l'honneur de vous questionner ? sur ses droits, ou sur mes sentiments ?

— Sur les uns et sur les autres.

— Alors, mon cher monsieur, vous êtes à la fois son parent et son homme d'affaires ?

— Ni l'un ni l'autre. J'étais l'ami intime de Lorédan, et je crois avoir un titre suffisant pour m'informer du sort de sa sœur, qui désormais est orpheline.

— Très bien, mon cher monsieur... Vous étiez l'ami de M. de Valgeneuse ; alors, pourquoi vous adressez-vous à moi, dont il était le mortel ennemi ?

— Parce que je ne connais pas d'autre parent que vous.

— C'est donc à ma charité que vous avez recours ?

— A votre charité, si le mot vous plaît.

— En ce cas, cher monsieur, pourquoi me parlez-vous sur ce ton ? pourquoi êtes-vous si agité, si nerveux, si fébrile ? Celui qui remplit le pieux devoir que vous remplissez en ce moment, n'est pas troublé comme vous l'êtes. Une bonne action s'accomplit froidement ; que vous arrive-t-il ?

— Monsieur, nous ne sommes pas ici pour discuter mon tempérament.

— Sans doute ; mais nous sommes ici pour discuter les intérêts d'une personne absente ; il faut donc le faire avec calme. En deux mots, qu'est-ce que vous me faites l'honneur de me demander ?

— Je vous demande, dit violemment Camille, ce que vous comptez faire à l'égard de Mlle de Valgeneuse ?

— J'ai l'honneur de vous répondre, mon cher monsieur, que c'est une affaire entre ma cousine et moi.

— Autrement dit, vous refusez de me répondre ?

— Je refuse, en effet, et je ne le dis pas autrement que je ne veux le dire.

— Eh bien, monsieur, comme je parle au nom du frère de Mlle de Valgeneuse, je regarde votre refus comme un manque de cœur.

— Que voulez-vous, mon cher monsieur, mon cœur n'est pas pétri de la même matière que le vôtre.

— Moi, monsieur, je dirais franchement ma pensée, et, si un ami m'interrogeait, je ne le laisserais point inquiet sur le sort d'une orpheline.

— Alors, mon cher monsieur, pourquoi avez-vous laissé Colomban inquiet sur le sort de Carmélite ? demanda Salvator d'une voix sévère.

L'Américain devint blême et frissonna ; il avait essayé d'égratigner, et il était mordu.

— Tous les passants me jetteront donc à la tête ce nom de Colomban ! s'écria Camille plein de rage. Soit ! Vous payerez pour tous, continua-t-il en regardant Salvator d'un air menaçant, et vous me rendrez raison.

Salvator sourit, comme doit sourire le chêne en voyant s'agiter le roseau.

— Plût au ciel que je vous rendisse la raison ! murmura-t-il en faisant avec mépris allusion à la provocation de Camille.

Mais celui-ci, ne se connaissant plus, s'élançait sur lui et semblait vouloir joindre le geste à la menace, quand Salvator, avec ce calme énergique dont nous lui avons vu faire preuve trois ou quatre fois pendant ce drame prit la main que Camille avançait, et, la serrant vigoureusement, fit reculer l'Américain de deux pas, et, se reposant à la place où il était avant ce mouvement, lui dit :

— Vous voyez bien que vous n'êtes pas de sang-froid, mon cher monsieur.

Ils en étaient là quand un domestique entra, tenant une lettre qu'apportait en toute hâte un commissionnaire.

Camille jeta la lettre *sur la table* ; mais, sur l'insistance du domestique, il la reprit, et, demandant la permission à Salvator, il lut ce qui suit :

« Conrad sort de chez moi. Nous l'avons calomnié. C'est un cœur noble te magnanime. Il me donne un million : c'est vous dire que toutes les tentatives que vous pourriez faire auprès de lui à ce sujet sont désormais inutiles. Faites donc votre *malle au plus vite* : nous allons d'abord au Havre, et nous partons demain à trois heures.

» Votre Suzanne. »

— Répondez que c'est convenu, dit Camille au domestique en déchirant la lettre, dont il jeta les morceaux dans le foyer de la cheminée. Monsieur Conrad, ajouta-t-il en relevant la tête et allant vers Salvator, je vous demande pardon de l'étrangeté de mes paroles ; elles n'ont d'excuse que mon amitié pour Lorédan. Mademoiselle de Valgeneuse m'a fait connaître la conduite fraternelle que vous avez tenue envers elle. Il ne me reste plus qu'à vous exprimer tous mes regrets de la conduite que j'ai tenue, moi, envers vous.

— Adieu, mon cher monsieur, dit sévèrement Salvator ; et, pour que ma visite n'ait pas été inutile, évitez, si vous m'en croyez, de briser le cœur d'une femme. Toutes n'ont pas l'angélique résignation de Carmélite.

Et, ayant salué Camille, Salvator se retira, laissant le jeune Américain quelque peu troublé de la scène qui venait de se passer.

CXXXVI

M. Tartuffe.

Les archevêques sont mortels ; personne ne songera à contredire cette opinion. En tout cas, nous ne faisons qu'émettre la pensée qui avait tumultueusement agité monseigneur Coletti, le jour qu'il avait appris par M. Rappt la nouvelle de la dangereuse maladie de l'archevêque de Paris, M. de Quélen.

Aussitôt M. Rappt parti, monseigneur Coletti avait fait atteler, et il s'était fait conduire, brides abattues, chez le médecin de monseigneur. Le médecin avait confirmé le dire de M. Rappt, et monseigneur Coletti était rentré à son hôtel le cœur plein d'une inexprimable félicité.

C'est à ce moment qu'il avait intérieurement formulé cette pensée que tous les archevêques sont mortels, pensée qui, exprimée par M. de la Palisse, eût fomenté la gaieté de chacun, mais qui, dans la bouche de monseigneur Coletti, acquérait l'importance peu réjouissante d'un arêt de mort.

Pendant les émeutes qui suivirent les élections, monseigneur Coletti ne manqua pas d'aler lui-même et d'envoyer au palais archiépiscopal demander des nouvelles de la santé du prélat, au moins trois fois la semaine.

La fièvre devenait de jour en jour plus intense, et les espérances de monseigneur Coletti croissaient en raison directe de la fièvre de monseigneur de Quélen.

La maladie en était là le jour où, pour récompenser M. Rappt de ses bonnes dragonnades dans les rues, le roi avait nommé le mari de Régina pair de France et maréchal de camp.

Monseigneur Coletti se mit conduire chez M. Rappt, et, sous prétexte de le féliciter, il lui demanda s'il avait reçu des nouvelles de Rome relatives à sa nomination.

Le pape n'avait pas encore répondu.

Quelques jours s'écoulèrent, et, un matin, en entrant aux Tuileries, monseigneur Coletti aperçut, à son grand étonnement et à son grand chagrin, la voiture de l'archevêque, qui entrait dans la cour du palais en même temps que la sienne.

Il baissa rapidement la glace, et, passant la tête par la portière, il regarda de loin la voiture de l'archevêque, pour s'assurer qu'il n'aavit pas tout à fait la berlue.

De son côté, monseigneur de Quélen, qui avait reconnu la voiture de monseigneur Coletti, eut la même idée que lui ; si bien que, passant la tête par la portière, il aperçut l'évêque au moment où celui-ci le reconnaissait.

La vue de Monseigneur Coletti ne parut pas chagriner monseigneur de Quélen ; mais la vue de monseigneur de Quélen en bonne santé parut contrister profondément monseigneur Coletti.

Ainsi les destins l'avaient voulu : « sic fata voluerunt ». L'archevêque se rendant aux Tuileries, c'était l'évanouissement de toute illusion ambitieuse ; c'était un archevêché tombé dans l'eau, ou tout au moins renvoyé aux calendes grecques.

Les deux prélats s'accostèrent, et, après s'être réciproquement demandé de leurs nouvelles, gravirent l'escalier qui conduisait à l'appartement du roi.

L'entrevue fut courte, au moins pour monseigneur Coletti, qui voyait rayonner le soleil de la santé sur les joues et dans les yeux de l'archevêque.

Il salua prestement le roi, sous prétexte de le laisser conférer avec monseigneur de